

Concours Medecin territorial

Posté par: formations-concours

Publiée le : 7/7/2008 8:46:40

Le cadre d'emplois de médecin territorial :

Les médecins territoriaux constituent un cadre d'emplois médico-social de catégorie A. Ce cadre d'emplois comprend les grades de médecin de 2^{ème} classe, de médecin de 1^{ère} classe et de médecin hors classe.

Les membres du cadre d'emplois des médecins territoriaux sont chargés d'élaborer les projets thérapeutiques des services ou établissements dans lesquels ils travaillent. Ils sont également chargés des actions de prévention individuelle et collective et de promotion de la santé. Ils participent à la conception, à la mise en œuvre, à l'exécution et à l'évaluation de la politique de leur collectivité en matière de santé publique.

Dans le cadre de leurs attributions, ils peuvent se voir confier des missions de contrôle, des études ou des fonctions comportant des responsabilités particulières. Ils peuvent assurer la direction des examens médicaux des laboratoires territoriaux. Ils peuvent collaborer avec des tâches d'enseignement, de formation et de recherche dans leur domaine de compétence. Dans l'exercice de leurs fonctions, ils veillent au respect du secret médical et des règles professionnelles.

Les médecins territoriaux ont vocation à diriger les services communaux d'hygiène et de santé, les services départementaux de protection maternelle et infantile, de l'aide sociale et de santé publique. Ils peuvent également exercer la direction des laboratoires d'analyses médicales et des centres d'accueil et d'hébergement pour personnes âgées.

Les conditions de participation au concours de médecin territorial :

Il n'existe qu'un concours sur titres. Tout candidat doit posséder la nationalité française, ou être ressortissant d'un État membre de l'Union Européenne, ou d'un autre État partie à l'accord sur l'Espace Économique Européen ; se trouver en position d'obligation au regard des obligations du service national de l'État dont il est ressortissant ; jouir de ses droits civiques ; ne pas avoir un casier judiciaire (bulletin n° 2) portant des mentions incompatibles avec l'exercice des fonctions ; remplir les conditions d'aptitude physique exigées pour l'exercice de la fonction ; être titulaire d'un diplôme, certificat ou tout autre titre de médecin ou d'un diplôme ou titre équivalent pour les ressortissants d'un État membre de l'Union Européenne ou d'un autre État partie à l'accord sur l'Espace Économique Européen. **Les épreuves du concours**

de médecin territorial :

- une épreuve d'admissibilité = rédaction d'un rapport à partir d'un dossier portant sur une situation en relation avec les missions du cadre d'emplois des médecins territoriaux et notamment la déontologie de la profession (durée 3 heures, coef. 1).

- une épreuve d'admission = entretien avec le jury permettant d'apprécier la motivation du candidat et son aptitude à exercer sa profession dans le cadre des missions dévolues aux

mÃ©decins territoriaux (durÃ©e 20 minutes, coef. 2).

ATTENTION : toute note infÃ©rieure Ã 5 entraÃªne l'Ã©limination du candidat. **Le dossier de candidature :**

Il faut fournir : une notice individuelle d'inscription ; une demande d'extrait de casier judiciaire nÂ°2 ; un curriculum vitae ; la copie du diplÃ´me ou du titre requis pour participer aux Ã©preuves du concours ; la photocopie de la carte d'identitÃ© ou un certificat de nationalitÃ© franÃ§aise dÃ©livrÃ© par le tribunal d'instance. Les ressortissants d'un Ã©tat membre de l'Union EuropÃ©enne ou d'un autre Ã©tat partie Ã l'accord sur l'Espace Ã©conomique EuropÃ©en devront fournir tout document Ã©tablissant leur nationalitÃ©. **Le recrutement des mÃ©decins territoriaux :**

Ã l'issue du concours, le jury arrÃªte une liste d'aptitude Ã©tablie par ordre alphabÃ©tique. Le recrutement sur liste d'aptitude valable sur tout le territoire franÃ§ais relÃ¨ve de la seule compÃ©tence de l'autoritÃ© territoriale. L'inscription sur la liste d'aptitude est valable un an, renouvelable deux fois pour un an chacune. Le dÃ©compte de cette pÃ©riode est suspendu durant l'accomplissement des obligations militaires ou en cas de congÃ© de maternitÃ© ou parental. La demande de renouvellement doit parvenir au centre de gestion un mois avant le terme de la premiÃ¨re annÃ©e d'inscription sur la liste et pour un second renouvellement d'une annÃ©e un mois avant le terme de la seconde annÃ©e d'inscription sur la liste.

Les laurÃ©ats sont nommÃ©s mÃ©decins territoriaux stagiaires pour une durÃ©e d'un an.

Les mÃ©decins territoriaux stagiaires sont astreints Ã suivre une pÃ©riode de formation d'une durÃ©e totale de trois mois. Les pÃ©riodes de formation sont organisÃ©es par le Centre national de la fonction publique territoriale. Elles comportent des sessions thÃ©oriques d'une durÃ©e totale de deux mois et des stages pratiques d'une durÃ©e totale d'un mois accomplis en totalitÃ© ou en partie hors de la collectivitÃ© ou de l'Ã©tablissement qui a procÃ©dÃ© au recrutement.

Les candidats inscrits sur la liste d'aptitude aprÃ¨s rÃ©ussite au concours ouvert pour 25 % des postes Ã pourvoir aux candidats titulaires du diplÃ´me d'Ã©tat de docteur en mÃ©decine et recrutÃ©s sur un emploi d'une collectivitÃ© ou d'un Ã©tablissement public peuvent demander Ã suivre au cours de leur stage une formation en santÃ© publique d'une durÃ©e d'un an. Cette formation peut Ãªtre organisÃ©e par voie de convention entre le Centre national de la fonction publique territoriale et l'Ã©cole nationale de la santÃ© publique. Dans le cas oÃ¹ une convention a Ã©tÃ© conclue, le stagiaire obtient, Ã la fin du cycle de formation et en fonction de ses rÃ©sultats, le diplÃ´me d'Ã©tat de santÃ© publique. Les mÃ©decins stagiaires qui n'ont pas obtenu ce diplÃ´me ne peuvent se prÃ©valoir de la qualitÃ© d'anciens Ã©lÃ¨ves de l'Ã©cole nationale de la santÃ© publique. Lorsque cette pÃ©riode de formation n'est pas achevÃ©e Ã la fin de la pÃ©riode de stage, cette derniÃ¨re est prolongÃ©e de la durÃ©e de formation restant Ã accomplir.

La titularisation du stagiaire en qualitÃ© de mÃ©decin intervient par dÃ©cision de l'autoritÃ© territoriale Ã la fin du stage au vu, notamment, d'un rapport Ã©tabli par le prÃ©sident du Centre national de la fonction publique territoriale. L'autoritÃ© territoriale peut Ã©galement dÃ©cider que la pÃ©riode de stage est prolongÃ©e pour une durÃ©e maximale d'un an.